Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 18 (2013)

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

TENIR!

Les raisons d'être des travailleurs sociaux

Gaspar Jean-François
2012. Paris: La Découverte «Enquête de terrain». ISBN 978-2-7071-7427-7. 298 p.

Texte: *Isabelle Csupor, Haute école de travail social et de la santé EESP*

Tenir! Les raisons d'être des travailleurs sociaux indique d'entrée de jeu que les professionnel-le-s du social sont pris-e-s dans des tensions ou des dilemmes parfois tels que ce qui les unit, dans leur grande diversité, c'est de «tenir» dans la profession. Dès les premières lignes, Jean-François Gaspar, ancien travailleur social, sociologue et formateur dans une haute école sociale (se) pose une foule de questions à leur sujet, que l'on peut résumer comme suit: quelle est la sociogenèse du choix professionnel et des trajectoires biographiques qui conduisent au travail social? Quels sont les rapports que ces travailleurs et travailleuses sociales entretiennent avec les destinataires du travail social et avec leur hiérarchie? Quels sont leurs cadres de référence et leurs pratiques? En somme, comment incarnent-ils / elles leurs missions et comment supportent-ils / elles les tensions qu'engendrent les luttes de concurrence avec d'autres professions de l'humain ou disciplines académiques?

Gaspar va chercher à «mettre en évidence les fondements de l'économie du capital symbolique de cette profession et, plus spécifiquement, les principes qui interviennent dans l'accumulation, la gestion, la reproduction du capital symbolique des travailleurs sociaux» (pp. 10-11), qu'il définit comme le «sentiment de compter pour les autres, [...] ce qui permet de croire que l'on existe au milieu des autres» (p. 11). Ainsi, dans son enquête de terrain de type ethnographique effectuée dans la ville minière et sidérurgique de Chaliènon, en Wallonie, multiplie-t-il durant quatre années des observations sur des terrains diversifiés du travail social, privilégiant une approche intensive par un nombre limité d'entretiens (13 interviewé-e-s vu-e-s entre 2 et 4 fois chacun-e). Gaspar entreprend de «penser par cas» (p. 23), «en explor[ant] et [en] approfondiss[ant] des propriétés d'une singularité accessible par l'observation. Non pour y borner son analyse ou statuer sur un cas unique, mais parce qu'[il] espère en extraire une argumentation de portée plus générale, dont les conclusions pourront être réutilisées pour fonder d'autres intelligibilités» (Passeron & Revel, cités en pp. 23-24). Mettant le lectorat en garde contre les effets d'une catégorisation trop fermée, l'auteur reconnaît cependant que celle-ci est indispensable «pour accéder aux généralisations, à la compréhension contextualisée d'un univers» (p. 28). Il dégage alors trois catégories de travailleurs sociaux.

Les travailleurs sociaux cliniques, tout d'abord, qui placent la souffrance des «patients» au cœur de leur action qu'il s'agit, dès lors, de soulager par la parole, la mise en mots afin de «réparer». Leur pratique se fonde sur les apports de la psychologie, de la psychiatrie, ou psychanalyse et il s'agit non pas de se limiter à l'expression stricte de la demande de l'usager, mais de prendre celle-ci tout autant comme un point de départ, un prétexte et le symptôme d'un mal-être, d'une souffrance plus profonds. Les interviewé-e-s, plutôt originaires des classes moyennes, ont une trajectoire souvent caractérisée par les échecs face aux études universitaires et se sont «rabattu-e-s» sur le travail social, espérant toutefois obtenir un titre et une reconnaissance de la part de celles et ceux qui les dominent socialement, à savoir les psychologues, les psychiatres ou les psychanalystes en même temps qu'ils / elles renforcent la distance sociale à l'égard des bénévoles pour maintenir un capital symbolique supérieur à ces dernier / ères.

Les travailleurs sociaux militants, ensuite, cherchent à réhabiliter les usagers dans leurs droits, se centrant principalement sur «un public délaissé, voire oublié parce que ne cherchant pas (plus) à devenir ‹employable». Elles / Ils sont habités par l'idée qu'ils «ne peuvent rester sans rien faire» (p. 141) face à l'ordre social et à ses inégalités. Elles / Ils se distinguent par leur

grande disponibilité entraînant un effacement entre les sphères publique et privée. Elles / Ils sont souvent amenés à faire les choses à la place de l'usager rompant ainsi avec la *doxa* professionnelle qui prône l'autonomisation de l'usager et le «faire avec» au lieu du «faire pour». Nonobstant, ces travailleuses et travailleurs sociaux travaillent bien sur l'autonomie puisqu'ils / elles tentent de relancer un processus de subjectivation qui facilite l'accès à «la propriété de soi» (p. 137). Leur rapport au savoir repose souvent sur l'autodidaxie et elles / ils montrent une certaine défiance à l'égard des savoirs enseignés dans les écoles sociales. Ces professionnel-le-s mettent ainsi en avant une «lecture politico-militante du monde et leur ‹volonté de changement social› (p. 29). Souvent eux-mêmes originaires des classes populaires, ils / elles entendent ne pas rompre avec leurs milieux d'origine et développent souvent un *habitus* qualifié de «rétif› (...) [qui] insiste sur leur répugnance à respecter docilement ‹l'ordre des choses› et la violence, souvent sourde, qu'il sécrète» (p.185).

Les travailleurs sociaux normatifs, enfin, – les plus nombreux – «se défendent d'avoir la vocation, de porter toutes les souffrances et estiment qu'il n'est pas de leur ressort de changer le monde. Ils sont convaincus que le respect des lois, des règles, des convenances, des hiérarchies est un facteur primordial d'intégration sociale» (p. 29). Gaspar qualifie leur mode d'approche et de faire de «profession sans passion» (p.191). Selon lui, ils / elles s'apparentent aux «entrepreneurs de morale» de Becker. Se retrouvant là un peu par «hasard», ils / elles appliquent les pratiques et les principes d'une «orthopédie normative» (p. 205) tout en essayant d'utiliser toutes les marges de manœuvre possibles avec une certaine ingéniosité. Revendiquant le fait de pouvoir imposer des démarches à leurs usagers, ils / elles n'ont «aucune prétention à l'égalitarisme (...), aucune volonté d'occultation de tout ce qui pourrait signifier l'inégalité de position» (p.219). Ils / Elles développent une certaine aspiration à l'ascension sociale et suivant pour cela des formations continues, même s'ils / elles accordent une nette prépondérance aux savoirs expérientiels acquis sur «le terrain».

En conclusion, l'auteur revient sur la question de la domination, exercée ou subie, «essentielle [à ses yeux] à la compréhension des métiers du social» (p. 276) d'autant plus que ceux-ci tendent à occulter la domination qu'ils exercent à l'égard des usagers et celle qu'ils subissent par rapport à d'autres corps de métier mieux positionnés socialement. Gaspar montre en effet que les travailleurs et travailleuses sociales peinent à obtenir une reconnaissance de la part de leur hiérarchie ou des représentant-e-s du monde politique, peut-être parce que «les usagers n'interviennent qu'à la marge de l'économie symbolique» (p. 272) marginalisant par là même les travailleurs sociaux qui s'en occupent. En outre, ils / elles semblent se sentir infériorisés par d'autres professionnel-le-s disposant de savoirs plus valorisés (savoir médical, compétences psychiatriques, etc.) et jouissant de positions plus prestigieuses. L'auteur, enfin, regrette que les travailleuses et travailleurs sociaux minimisent, voire dévalorisent leurs savoirs techniques, se discréditant en même temps qu'elles / ils discréditent leur profession et les instituts qui les forment et leur décernent leurs diplômes.

Si l'analyse de Gaspar est riche en ce qu'elle nous permet d'appréhender l'univers du travail dans la perspective d'une sociologie critique qui croise les positions professionnelles avec les trajectoires sociales (ascendantes ou descendantes) et scolaires des travailleurs sociaux; si elle confronte à juste titre la doxa professionnelle aux pratiques des travailleurs sociaux notamment en prenant des distances avec les travaux qui placent au cœur de leur objet, leur «malaise identitaire» (Franssen, 2005) ou leurs «illusions romanesques» (Habersetzer, 2006), on peut regretter toutefois que son travail ne prenne pas en considération les rapports sociaux de sexe. Evoquant trop rapidement «des métiers de femme sous domination masculine» (p.16), Gaspar reconnaît que la perspective de genre est encore trop absente des recherches et des enseignements en travail social. On peut donc lui reprocher n'avoir pas cherché à combler cette brèche.

RÉFÉRENCES

Franssen Abraham
2005. «Etat social actif et métamorphoses des identités professionnelles». *Pensée plurielle* 10: 137-147.

Habersetzer Thierry
2006. «Entre volonté de maîtrise et indéfinition chronique: existe-t-il une place pour le travail social?». *Forum* 114: 3-12.

POSTKOLONIALE SCHWEIZ

Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien

Purtschert Patricia, Lüthi Barbara, Falk Francesca (Hg.)
2012. Bielefeld: Transcript. Reihe Postcolonial Studies. ISBN 978-3-8376-1799-3. 422 S.

Text: *Anne Lavanchy, SNF Advanced Researcher, Department of Social Anthropology, Edinburgh*

This book addresses significant issues regarding current theoretical and epistemological debates in the social sciences. The contributions of anthropologists, philosophers and historians aim at analysing the significance of the colonial phenomenon for a nation without colonies. They pose the following questions: how is contemporary Swiss society still shaped by representations linked to the social colonial order (p. 40)? How is knowledge on the Swiss nation produced (p. 22)? How does this contribute to the constitution of a structural, legitimate and invisibilised racism (p. 42 ff.)?

The introduction itself deserves major consideration since it presents complicated and interrelated issues linked to the above mentioned questions very accurately. It thus constitutes a useful tool both for scholars and students interested in post_colonial[1] perspectives. For example, the authors describe the necessity to consider the interdependency of racism with sexism, heteronormativity and classism. They also offer very clear insights into major concepts related to reflections on discrimination, such as entanglement, othering processes, and the interrelation between knowledge and power.

The ensuing fifteen contributions successfully manage to sketch a broad picture of Switzerland as a nation embedded in global power structures, with its own specificities, invented traditions and mythical maxims. The general picture is one of Switzerland diversely involved in flows of global knowledge, politics and economics – a picture which includes ambivalences, contradictions and tensions between competing narratives. Yet, the relevance of each single contribution varies. Some of them are based on a solid theoretical apparatus – I am thinking for instance of the chapters written by Jain, Elmer, Kuhn, Purtschert, Schär and Dejung. Others offer useful material for questioning current (Bischoff, Kaya) or past (Mühlheim, Speich Chassié, Koller, Fierz) representations of otherness and the prevalence of racialised categories in the production of common narratives about Switzerland as an imagined community.

In her chapter, **Bischoff** analyses the production of Swissness through media discourses surrounding the 2004 election of Miss Switzerland, which were articulated around the question of whether a «Congolese» could occupy such a representative position. Her analysis makes usage of rich empirical data by explicitly questioning the oversimplified dichotomy between «we» – real Swiss – and «them» – paper Swiss, the latter being accused of lacking authentic affective belonging to Switzerland. Unfortunately, this paper avoids addressing the production of ethnic Swissness, its limits and how it ignores mixedness (Ali 2003) and makes it literally «unthinkable».

The exploration of mixedness and hybridity as unutterable (p. 107) is precisely at the core of **Purtschert**'s elegantly written and incisive chapter on classical youth literature. She shows how reactions against racist representations have been interpreted as overreactions of people thought to be «too sensitive», because they are directly affected by these racist representations and therefore seem to lack objectivity. Many topics in this contribution are of particular value for understanding

[1] As convincingly argued by Jain (p.175), the underscore aims at making the complex entanglements and historical contingencies which link colonial past with the present visible. As a prefix, «post» does not refer to a chronological dimension but to a critical epistemology.

the structural dynamics of racism in Switzerland. Among these are the usage of sexist stereotypes leading to the privatization of reactions against racism (p. 90), or the tension between right and ethics. As example, demands to amend youth literature's racist terminology are reinterpreted by the dominant class as exaggerated political correctness, preventing people to «speak one's heart out». Similarly valuable is her conclusion on racism as a normalised phenomenon, legitimated through the right of expression.

Kaya explores current discourses on the Muslim veil and the instrumentalisation of feminism for xenophobic purposes. She addresses the tension of seeing / being seen / being veiled, which reminds us of Bilge's powerful analysis on the obligation for female bodies to be bare and offered to male sights (Bilge 2010). Her major contribution lays in the way she highlights the integration of white feminists into the eurocentrist mainstream (p. 123).

Othering processes in Switzerland are also at the heart of **Honold**'s analysis of two Swiss German authors' work, while **Mülheim** studies the embedding of Switzerland into colonial narratives in the light of three objects: a porcelain figurine on the slave trade, the significance of potatoes for a traditional culinary dish in Zurich, and a fiction book on the «Swiss Robinsons».

The chapter authored by **Jain** explores how laughing with / at constitutes a powerful tool for fostering processes of inclusion and exclusion. His study of a popular and successful Swiss TV show draws subtle parallels between research on blackfacing strategies and the minstrel shows in the US. Questioning the myth of Switzerland as a «quasi ethnic nation» (p. 188) built around conservative values such as order, cleanness, quality and reliability, his sharp critic targets comedy and «cathartic racism», which contributes to the legitimation of left-bourgeois racism and obscures its epistemic violence (p. 196).

Like Mülheim, **Falk** uses various case studies to sketch how migration has been and is increasingly illegalised. Even though she provides the reader with interesting examples, this chapter seems to lack a strong guiding thread, which would ease the comprehension of the stakes and meanings of such illegalisation processes.

In his historical analysis, **Speich Chassié** avoids the usage of the terms «postcolonial» and «postcolonialism» to explore the tensions between re- and decolonisation processes in the light of neutrality. He convincingly shows how the maxim of neutrality has worked as a tool promoting the entanglement of Swiss national economics with the rest of the world, as the moral mission of solidarity counterbalances the isolationist politics of neutrality (p. 232).

Solidarity also constitutes a corner stone of **Elmer**'s contribution, which focuses on the first move of cooperation towards «underdeveloped countries» in the 1950's. Her striking analysis of the ins and outs of the cooperation apparatus takes into consideration the ambivalences and tensions between competing narratives regarding the place of Switzerland in the global chessboard, and the constitution of the figure of the technician working abroad as a national hero (p. 256).

Kuhn also addresses the politics of development realised from the 1970's onwards with the aim of fleshing out the history of postcolonial critics in Switzerland and show how they rest on anticolonial and anti-imperialist commitments, as well as on dependency theories (p. 282). His contribution highlights the continuities between textual and visual representations of racism, and the continuity of colonial thought with ethnocentrism in children books.

Legionnaires are a further example of how Swiss nationals have been directly involved in colonial projects. Drawing on letters and accounts of such experiences, **Koller**'s contribution, however, presents several weaknesses: his usage of the questionable (and undefined) concept of «acculturation» is highly problematic and his understanding of postcoloniality as chronological marker is not really convincing.

Peasants and herders are at the centre of **Schär**'s chapter. Drawing on the ambivalence of both figures – constitutive and valorised elements in the invention of Switzerland at the turn of the 19th century while also symbols of primitiveness, backwardness and dependency – Schär explores Switzerland's «connected history» (p. 317) and the ways in which colonial discourses are reflected in romanticised narratives on *homo alpinus*. He notes structural commonalities between European and colonised societies. Both were shaped through the same system of imperial power relationships. A further interesting contribution of his analysis is his description of late 19th century «anti-humanistic anthropology» (p. 323), specifically of how the impossibility of determining satisfactory racial characteristics lead anthropologists to multiply measuring tables and technologies and to the development of a meaningless language (p. 324).

Dejung invites us on a temporal and geographical journey around the world. Discussing the concepts of nation, progress, modernity and history, he comparatively addresses large world exhibitions and smaller national manifestations. He

engages with the ways «others» are systematised through their technology, traditions, and artistic manifestations and are opposed to modern narratives on progress and industrialisation. His post_colonial analysis of the *mise en scène* of the «Swiss village» and the «black village» in distinct exhibitions allows him to show the connections between national self-perception and the colonial order.

Fierz engages with the making-of Africa through the visual and textual data supplied by the Swiss explorer Gardi and his constitution of authenticity. Authenticity, reliability and authority are key words for understanding the joint production of otherness and Swissness through Gardi's work.

Finally, **Falk** and **Jenni** investigate four revealing configurations in the production of India through the lenses of colonial nostalgia (p. 404). They contrast the abundance of artefacts linked to the Indian «traditional lifestyle» at the time of the British Empire with the lack of objects related to the time of the independence. By making use of visual material drawn from advertising they show the continuity of such nostalgia in contemporary popular representations about India in Switzerland.

These 16 chapters offer a complex picture of Switzerland, its myths, lenient self-representations and past and present main narratives. Beyond the apparent heterogeneity, the contributions are interconnected by a strong concern for decompartmentalising knowledge production. Their main collective feature and interest might be the way they all adopt non-dogmatic, committed perspectives. By critically engaging with neutrality, solidarity, national values, and naming who is left out in cathartic racism, comedy, the condemnation of the constrains of «political correctness» and calls for the «right of expression», the authors encourage us to go beyond oversimplified dichotomies. Thus, they show the entanglements of contemporary Switzerland with patterns of thought impregnated by colonial representations. These contributions might be considered killjoys as they refuse to be blinded by dominant well-meaning attitudes praising multiculturalism, and therefore offer valuable examples of committed insights into complex interrelations of power relationships and into the continuities and changing shapes of the colonial legacy.

REFERENCES

Ali Suki
2003. *Mixed-race, post-race: gender, new ethnicities and cultural practices*. Oxford: Berg.

Bilge Sirma
2010. «...alors que nous, Québécois, nos femmes sont égales à nous, et nous les aimons ainsi›: la patrouille des frontières au nom de l'égalité de genre dans une ‹nation› en quête de souveraineté». *Sociologie et Sociétés* 42(1): 197-226.

THE POLITICS OF BELONGING

Intersectional contestations

Yuval-Davis Nira
2011. Los Angeles, London, New Dehli: Sage. ISBN 978-1-4129-2129-9. 252 p.

Texte: *Laurence Ossipow, HETS; HESSO//Genève*

Avec ce livre de 252 pages au contenu dense, mais rédigé d'une écriture limpide, à la bibliographie fournie et à l'index fort utile, vous saurez tout ou presque tout sur les politiques d'appartenances et les divers réseaux d'affiliations alternatives qui s'y déploient. Nira Yuval Davis, directrice du *Research Centre on Migration, Refugees and Belonging* à l'Université d'East London et dont on connaît le célèbre ouvrage *Gender an Nation* (Sage, 1997), propose ici un ouvrage découpé en sept chapitres se concluant chaque fois par un certain nombre de pages spécifiquement consacrées aux points de vue genrés et féministes dans le domaine.

Le premier chapitre (*Framing the Questions*) s'ouvre par une interrogation sur les attentats à la bombe du 7 juillet 2005 qui tuèrent de nombreuses personnes dans le métro londonien. A l'incompréhension des journalistes qui peinèrent à admettre que des citoyens britanniques d'origine musulmane puissent ainsi porter atteinte à leurs compatriotes, Yuval Davis répond (p.1) que ces citoyens ne s'attachent probablement plus (seulement), comme on pourrait le croire ou le souhaiter, à leur patrie de résidence, mais bien à d'autres formes de projets politiques et/ou religieux. D'où la nécessité pour la sociologue de s'interroger sur les formes alternatives d'appartenances, d'affiliations et de contestations. Yuval Davis en conclut que ces immigré-e-s ou ces descendant-e-s d'immigré-e-s (en fait surtout des jeunes hommes) ne sont pas seulement vu-e-s comme représentant une menace pour la «cohésion sociale», mais comme des terroristes potentiels, venant réveiller les questionnements sur l'altérité, sur celles et ceux qui peuvent être définis comme des «nous» et celles et ceux qu'il faut exclure de la collectivité des semblables.

En préambule, Nira Yuval Davis, propose aussi une perspective théorique, principalement fondée sur l'intersectionalité, une approche qui renouvelle les analyses socioéconomiques et déterministes plus classiques et invite à penser les identités et les politiques d'affiliation ou de reconnaissance dans des contextes et des situations de domination spécifiques et sous l'angle du sexe, des relations de genre, du statut politique, des distinctions et des discriminations sociales (habitus de classe, ethnicisation, racialisation), d'âge, du cycle de vie; chaque facteur pouvant conduire à des formes de domination spécifique qui ont un effet multiplicatif plutôt que simplement additionnel. Yuval Davis rattache également cette approche à une définition spécifique des politiques d'appartenance et du sentiment d'appartenance. Les premières recouvrent à la fois les politiques de gestion de la diversité et les mouvements qui les approuvent ou les contestent. La sociologue définit le second comme un attachement émotionnel constamment reconstruit, relié à certains espaces et réseaux de relation, ne se limitant pas aux lieux effectivement habités et aux frontières d'une nation et se concrétisant aussi dans des affiliations à distance. Ces attachements émotionnels se jouent dans un espace social et ne sont évidemment pas libres. Ils sont limités par les politiques précitées et des lobbyings qui effectuent «the dirty work of boundary maintenance» (Adrian Fawell, 1999, cité p. 20), mais les individus ne sont pas pour autant impuissants. Selon les moyens dont ils disposent, ils peuvent, insiste l'auteure, contester les frontières. Yuval Davis inscrit aussi son propos dans la thématique de la globalisation qui – bien que non récente – se caractérise par des modes de territorialisation et de localisation, qui s'étendent et se multiplient notamment grâce à l'internet. Cette globalisation a par ailleurs contribué à l'accentuation du néo-libéralisme et à l'avènement de ce que Saskia Sassen (2006, citée p.33) nomme l'hypercapitalisme et dont il convient d'analyser l'influence sur les modes de régulations et de contestations mondialisées.

Le second chapitre (*The Citizenship Question: of the State and Beyond*) interroge le terme lui-même de citoyenneté compris (surtout en contexte anglophone) comme l'équivalent de celui de nationalité ou comme un ensemble de droits et devoirs (civils, politiques, sociaux, culturels) différemment répartis selon les (non)statuts de résidence, mais que l'on ne peut plus questionner seulement dans les frontières d'Etat nations déterminés. Comme de nombreux chercheur-e-s anglophones (par exemple Lister 1990, citée p. 47) et francophones, Yuval Davis souligne le développement récent d'une citoyenneté des devoirs plus que des droits obligeant les personnes à se montrer actives et responsables, c'est-à-dire impliquées volontairement dans des activités bénévoles pour seconder l'Etat ou suppléer à son désengagement. De même signale-t-elle (en référant notamment à Engin Isin, 2009, cité p. 49), les études consacrées à la citoyenneté dite vernaculaire et aux citoyenne-s activistes s'engageant – hors des limites de l'Etat nation – pour des causes qui ne concernent pas seulement leurs propres intérêts et collectivités, mais un ensemble de droits humains, sexuels, écologiques dépassant – là encore – les frontières des Etats nation. En conclusion de ce chapitre, l'auteure soulève un certain nombre de paradoxes: la distance qui semble s'installer entre les citoyen-ne-s et leurs gouvernements respectifs en même temps que le contrôle sans précédent que l'Etat peut exercer sur la vie publique et privée de ses ressortissant-e-s légaux et illégaux; la baisse d'intérêt pour la res *publica* en même temps que la montée de l'activisme ou la militance transnationale; la déterritorialisation des appartenances en même temps que leur relocalisation disséminée sur l'ensemble d'un espace national, les passeports ou le permis de résidence pouvant être exigés bien ailleurs qu'aux postes frontières seulement (lieu de travail, gare, transports publics); la multiplication de la bi ou multinationalité, mais aussi des personnes apatrides ou du moins sans droits tant dans leurs pays d'émigration que dans les lieux d'immigration.

Le chapitre 3 (*The National Question: from the Indigenous to the Diasporic*) n'est peut-être pas le plus intéressant car, quoique fort bien documenté; il décrit des thématiques que les anthropologues connaissent généralement assez bien. Passant de la construction de la nation comme une communauté imaginée selon la célèbre perspective de Benedict Anderson à celle d'une nation mise en récit (the «nation as narration» d'Homi Bhaba, 1990, cité p. 84), l'auteur déconstruit la notion de traits culturels (voir aussi p. 115) pour analyser le développement et le contenu des patriotismes, des discours sur l'autochtonie et des politiques d'indigénisation. Le sous-chapitre sur les diasporas, prolongé dans le chapitre 5 sur le cosmopolitisme, ne révèle pas non plus d'analyses originales, mais permet de rappeler que ces modes de regroupement hors des pays d'origine ne constituent, pas plus que les «cultures», des formes homogènes de collectivités. Ce chapitre 3 se clôt par une synthèse entre globalisation et nationalisme qui reprend trois positions: celle qui fait l'hypothèse que la globalisation renforce les nationalismes au lieu de les affaiblir; celle qui, prolongeant la première, voit les nationalismes comme de nouveaux modes de contestation des Etats-nations et celle qui, au contraire des deux autres, présente la globalisation comme une source d'hybridation permettant de diluer la force des idéologies nationalistes. Ces trois positions, parmi lesquelles l'auteure propose de ne pas trancher, signalent en tout cas la séparation grandissante qui peut exister entre nationalisme et Etat-Nation.

Dans le chapitre 4 (*The religious Question: the Sacred, the Cultural and the Political*), la sociologue contredit la thèse d'une sécularisation de nos sociétés à l'heure du néo-libéralisme, les religions instituées étant encore fortement mêlées, selon les nations, aux forces politiques et à nos routines quotidiennes, déterminant par exemple – même dans les états fortement laïcs – une certaine structuration du temps chômé. De surcroît, les fondamentalismes religieux peuvent être tenus, selon Nira Yuval Davis, comme des modes alternatifs d'appartenance et de renforcement du pouvoir d'agir qui proposent des réponses, à la fois localisées et globalisées, aux crises de la modernité. Au sein de ces fondamentalismes, on trouve en effet des ancrages, des approches compassionnelle, de l'aide, et une incitation à des identifications non labiles qui rassurent et configurent l'avenir. Autrement dit, des formes de renforcement du pouvoir d'agir pour les personnes et les groupes dits vulnérables. Même si les formes de multiculturalisme et de pluri religiosité ont été fortement mises à mal après les événements de septembre 2001 jetant notamment l'opprobre sur l'islam, la coexistence respectueuse des religions semble pouvoir rester un des axes fort d'un multiculturalisme bien tempéré ainsi que le proposait Tony Blair dans un discours que la sociologue analyse en détails (p. 138).

Dans le chapitre 5 (*The Cosmopolitan Question: Situating the Human and the Human Rights*), Yuval Davis, se référant notamment aux analyses d'Anthony Appiah (2006, cité p. 151), discute du cosmopolitisme dit enraciné (*rooted cosmopolitanism*) opposé à celui qui serait sans ancrage (*rootless cosmopolitanism*). Elle décrit comment le premier fut valorisé et relié à des formes de patriotisme (par exemple durant les périodes communistes de l'Union sociétique) tandis que le second fut décrié et servait à discriminer les Juifs, considéré-e-s comme sans patrie et sans loyauté vis-à-vis de leur pays de résidence. Aujourd'hui, le cosmopolitisme dit déraciné n'est pas plus valorisé et sert par exemple les groupes qui critiquent la westernisation ou la macdonalisation du monde. La notion même de déracinement mérite d'ailleurs d'être examinée avec attention, puisque de nombreux groupes de personnes se disent sans racine alors qu'ils en ont à l'instar des expatrié-e-s vivant dans

des espaces qui leur permettent de sentir *at home* partout, mais dans des conditions dont les résident-e-s natifs ne bénéficient pas. Après avoir donné de nombreux exemples des formes de gouvernance globale et supranationale mises en œuvre dans les organisations gouvernementales et non gouvernementales, Yuval Davis se concentre sur la thématique des droits humains et de la sécurité humaine. La question des droits humains est notamment présentée dans le débat qui oppose Costas Douzinas (2000, cité p.154) annonçant la fin des droits humains puisqu'ils ont perdu tout caractère utopique tandis que Michel Ignatieff (2001, cité p.154), lui, voit, au contraire, une menace dans la perte de pragmatisme. La question du droit à la sécurité définie au sens large (*human security*), elle, est reliée à une interrogation sur le sens des conditions minimales d'existences à atteindre dans la pays dit développés et en développement pour pouvoir bénéficier d'une certaine qualité de vie et de liberté. La question des droits humains devient dès lors aussi une question de décentrement, de capacités ou *capabilities* et de pouvoir d'agir telle qu'elle a été développée par le célèbre Amartya Sen. A cette réflexion sur le cosmopolitisme, Yuval Davis attache également la question des «nouveaux» mouvements sociaux transnationaux s'élaborant davantage depuis la rue que dans les arènes politiques internationales. Ce chapitre sur le cosmopolitisme devrait faire l'objet d'un livre à soi tout seul, mais il a néanmoins l'avantage de poser non seulement la question de l'interconnexion des mouvements et institutions en même temps que celle de la relativité et de l'universalité des actions et principes proposés.

Le sixième et dernier chapitre (*The Caring Question: the Emotional and the Political*) ne sera pas abordé ici car il ouvre trop de pistes différentes qu'il faudrait d'abord résumer pour les discuter. Mais il est évident qu'il a bien sa place dans une réflexion sur les mouvements migratoires masculins et féminins, le travail des employé-e-s domestique d'origine étrangère, les mariages binationaux, les formes de désengagement de l'Etat et les rapports de force et de pouvoir dans les affiliations.

Pour conclure, le seule critique que l'on peut faire à ce genre d'ouvrage (outre le fait qu'il ignore presque complètement ce qui s'écrit dans l'espace francophone), l'auteure se l'est déjà infligée en conclusion (p. 200-201): animé d'une volonté encyclopédique, l'ouvrage ne peut présenter que de très rares études de cas qui permettraient pourtant de discuter de manière plus approfondie et de façon plus située, contextualisée et «intersectionalisée» les théories présentées et discutées.

ENJOY POVERTY

Episode III

Directed by Renzo Martens
2008, Netherlands, 90', Digital Betacam 16:9 color; Lingala, English, French; English subtitles
Produced by R. M Menselijke activiteiten (NL) with Inti Films (BE)
Doc Tape Award, Rencontres International du Film Documentaire de Montréal 2009

Text: *Cecilia Pennacini, Dipertimento di Culture, Politica e Società, Università di Torino*

The Millennium Summit held in 2000 in New York indicated the struggle for the eradication of poverty and hunger as the first Millennium Development Goal, encouraging actions and projects aimed at halving the number of people living below one dollar per day by 2015. But how can we define poverty from an anthropological perspective? Widely used in economic sciences and development studies as a universalistic and quantitative tool for globally measuring and comparing the welfare of people, the concept of «poverty» remains a highly ambiguous concept, raising a number of problems when referring to societies where monetary systems have not fully developed. That is the case of many African nations where the universalistic idea of poverty and the statistical evidence produced on its basis (actually determining the amount and type of donor interventions) contrast strikingly with local conceptions as well as with wider approaches to the problem. Anthropology consequently adopted a critical view on poverty considering it as a social, relative construction, often embedded in the same logic used to fight it (Green 2006, Ossipow 2006).

The film we are presenting is not an ethnographic documentary: its author, Renzo Martens, is a Dutch artist engaged in a personal research centred on the mediatisation of poverty and its effects on different areas of the world. Martens' artistic practice is far from an orthodox ethnographic methodology, but nevertheless the film succeeds in revealing some of the contradictions inherent in poverty theories and development strategies. *Enjoy Poverty* is an episode of a wider reflection that the artist has devoted to humanitarian intervention and its media representations in contexts of war and deprivation. While a previous episode was shot in Chechnya in 2004, the shooting of *Enjoy Poverty* took Martens on a modern trip to the Democratic Republic of Congo, Joseph Conrad's «Heart of Darkness». The second largest country in Africa, DRC is extremely rich in natural resources (minerals such as cobalt, copper, coltan, diamonds, etc.), a fact that has attracted European interests since the ill-famous period of the Belgian King Leopold (1985-1907), when the country was exploited and indescribable sufferings and atrocities were imposed on the population. A long, troubled history of dictatorship and corruption marked the post-colonial era, to result in a war that broke out in 1996 in the aftermath of Rwandan genocide. War still continues today, because of Rwandan and Ugandan aspirations to control the rich Eastern territory of Kivu and because of international economic interests in the area. The war, along with the continuous exploitation of local natural resources thanks to the heavily underpaid local labor, has resulted in an increase of poverty reaching the lowest rate of *pro-capite* income since the colonial period. Because of this dramatic situation, international agencies are on the frontline in Congo with a myriad of emergency projects. Investments supporting these projects apparently contribute to Congo's national budget as its major source of income.

Despite these considerable investments, Martens observes that very few benefits remain to local populations. A report quoted in the film affirms that only ten per cent of these investments remains in the country, while ninety per cent is normally used to pay foreign staff and buy technical means produced abroad. Moreover, the film shows that the living conditions of villagers living on subsistence farming are much better than those of workers employed by foreign farms and factories. Development pursued through an industrial, capitalistic economy tends to produce poverty instead of reducing it, actually depriving people of their means of subsistence and also of their creativity. The film then focuses on another para-

dox: conflicts, economic vulnerability and the collapse of the postcolonial state increasingly result in humanitarian crisis, requiring international interventions. The UN 2005 World Summit has emphasized the responsibility of the international community in the protection of vulnerable populations, but in what has been called the «New Humanitarian Order» (Mamdani 2009), people tend to be considered not as citizens of sovereign countries but as human beings deprived of their basic human rights and thus entitled to charity. In this way a form of dependence on external aid is created, discouraging people's agency. Martens succeeds in enlightening these contradictions both for the spectator and for the people he meets. He advocates the empowerment of those who are considered as passive recipients of aid and are therefore transformed into wards.

Moreover, the film shows us how visual communication plays a crucial role in the reproduction of this unequal system. Martens meets several journalists and reporters producing abundant images of death and suffering that tend to reinforce the stereotype of deprivation. At the same time, logos of NGO and international agencies are omnipresent, so that they appear in each image in order to attract donations. The pivotal role that images of poverty with their violent emotional content play in the construction of the Humanitarian Order lies at the core of the film, engaging Marten in a constant reflective attitude towards his own way of filming. Shot during several months spent travelling in different areas of Congo, Enjoy Poverty is a real experiment of direct cinema. The film is realized in a fully subjective style, never cleaning the lens so that the spectator is constantly reminded that what we see is not Africa but how Martens subjectively perceives it. Martens uncomfortably films himself holding the camera at arm's length, reciting a sort of mental voice that guides us through his perceptions. Dialogues and reactions of people are documented in a continuing improvisation, so that the presence of the author is not only declared but obsessively reiterated in a narcissistic way.

Instead of insisting on scenes of suffering and death, as the journalists and reporters met by Martens are accustomed to doing, the artist never stops interacting with people in a provocative way. In a parody of an NGO meeting with a community, he tries to explain that people should actively exploit their own poverty, reacting against the passive role imposed by international agencies. But the experiment fails: «It is not easy, despite our best intentions, to help people benefit from their talents and their resources. You never know what the result will be. You should be aware of your own vanity. And I know I'm capable of vanity. This saddens me...». The only concrete result of Martens's initiative is the artistic installation he realized in a remote village, connecting a set of neon lamps with the writing «*Enjoy Poverty*» with a generator, thus provoking the joy of children and adults who start to dance together in an absurd, improvised feast.

But the failure is not only about the hoped-for empowerment of the people. Even if his general attitude seems to reproduce that of an ethnographer engaged in a deep participant observation, the film is not a participatory documentary. Martens's attempt to involve the people he meets in his project is prevented by his own egocentric attitude. In the first part of the film, while the artist is walking with the porters carrying the heavy boxes of his neon lights, he is addressed by an African man asking him: «Vous venez d'ou? Je vous demande pour comprendre» (Where do you come from ? I ask you only to understand). A very reasonable question, to which Martens answers rudely: «On viens de là-bas et on va par là» (We come from there and we go down there), discouraging the curiosity of the man. And at the end of the film, when somebody asks him if the inhabitants of the village where the neon has been lit will be able to see the film, the answer is: «No. The film will be shown in Europe, not here». Is he still embodying the caricature of an ethnocentric European to provoke the public, or does the personal, individual, expressive urgency of the artist prevent him from sharing a human experience with his African companions? The film doesn't answer this question, but anyway *Enjoy Poverty* succeeds in showing us how inevitably Western representations of Africa continue to reproduce an unequal and violent colonial order.

REFERENCES

Green Maia
2006. «Representing poverty and attacking representations: Perspectives on poverty from social anthropology». *The Journal of Development Studies* 42(7): 1108-1129.

Mamdani Mamhood
2009. *Saviors and Survivors: Darfur, Politics, and the War on Terror.* New York: Pantheon Books.

Ossipow Lawrence (Ed.)
2006. «Pauvreté et reciprocité. Avant-propos». *Tsantsa* 11: 6-8.

LA FONDA, C'EST MA MAISON

Ethnographie d'un internat éducatif

Wenger Denise
2012. Le Locle: Edition G d'Encre. ISBN 978-2-940257-97-3. 120 p.

Texte: *Giacomo Vagni, Université de Genève, Département de sociologie*

Dans cet ouvrage, Denise Wenger nous propose de suivre son regard d'ethnologue sur la vie quotidienne de la Fondation J. & M. Sandoz, un foyer d'adolescents situé au Locle dans le canton de Neuchâtel. A l'occasion du quarantième anniversaire du foyer, le directeur de l'établissement lui a offert *carte blanche* afin de réaliser un travail de réflexion ethnologique sur l'institution. Forte de ses compétences en observation participante, elle se lance pour trois longs mois d'immersion. Le résultat de ce travail se condense dans ce petit ouvrage d'une centaine pages, illustré d'images *émiques*, réalisées par les adolescents eux-mêmes sur les thématiques et objets qu'ils considèrent personnellement comme importantes. De façon ingénieuse, Denise Wenger a en effet proposé un atelier-photo aux résidents, afin de les associer à son projet et de pouvoir faire leur connaissance.

Le livre se compose de quatre parties dont l'ordre n'est pas raisonné par le souci d'une narration linéaire ou exhaustive, mais plutôt par la mise en récit de quelques thèmes symboliquement significatifs tant pour les éducateurs que pour les résidents. La lecture peut se débuter par le dernier chapitre, «Sur le seuil», qui s'ouvre sur la photographie d'une des portes de l'établissement ce qui nous permet de comprendre – quasi spatialement – le projet pédagogique mis en place par la Fondation J. & M. Sandoz.

Ce projet repose sur l'idée d'accompagner ces jeunes dans la difficile transition à l'âge adulte en leur offrant un cadre de vie privilégié et protégé; ces portes qui progressivement s'ouvrent vers l'extérieur, au fil du séjour et au gré des progrès réalisés, symbolisent cette démarche vers la responsabilité et l'autonomie.

Dans le «palier 1», le foyer prend en charge tous les aspects de la vie des résidents, fournissant à la fois un lieu de vie, de loisirs mais aussi de formation. Durant cette première phase, les jeunes sont pratiquement confinés intramuros afin qu'ils puissent prendre un peu de temps à l'écart des pressions du monde extérieur. Cette vie quelque peu recluse et protégée des jeunes du «palier 1», leur permet de souffler un peu et de se recentrer sur eux-mêmes. Mais cette première phase du séjour au foyer permet aussi un contrôle quasi-total de leurs activités par les responsables éducatifs.

Cette réclusion n'est pas sans rappeler celle que Goffman (1979) proposa dans *Asile*. Elle commence par une phase intense de «restructuration» (p.81), les jeunes placés étant perçus par certains éducateurs comme justement manquant de structures. Cependant l'analogie avec Goffman n'est pas totale nous dit Wenger car le foyer ne dresse pas de barrières infranchissables aux échanges avec l'extérieur (p.87). Toutes les sorties ou les visites à la famille du week-end sont conditionnées par une évaluation hebdomadaire. Une attitude non-coopérative ou transgressive pourra retarder ou compromettre une telle occasion de sortie. Ces jeunes du «palier 1», derniers arrivés, véritable *outsiders* comme le dirait Elias (1965), sont particulièrement dominés, autant par l'institution qui exerce sur eux ce contrôle total que par leurs camarades déjà passés au «palier» supérieur.

Le «palier 2», l'étape suivante, est théoriquement liée à une progression professionnelle ou scolaire, comme le début d'un apprentissage. Le rapport avec le monde extérieur ainsi qu'avec les éducateurs s'élargit et la prise en charge éducative s'assouplit, reposant non plus seulement sur le personnel de la Fondation, mais aussi sur l'employeur, également responsable du jeune. Les résidents du «palier 2» ne sont pas pour autant libérés de toute contrainte. L'horaire des repas, des nettoyages, des devoirs ou encore du coucher reste défini par l'institution.

Le passage au «palier 3», quand à lui, se fait généralement aux alentours de la majorité du résident, étape ultime avant le départ du foyer. L'ancien résident, désormais adulte, vit déjà à l'extérieur de l'institution et est en principe engagé dans la vie professionnelle. Le foyer reste néanmoins très impliqué dans la vie de ces jeunes majeurs en gardant par exemple un droit de regard sur l'état de leur logement. Ces majeurs doivent, de plus, prendre chaque semaine un repas au sein de la Fondation et continuer à être suivis par leur éducateur référent.

Ces trois paliers de «restructuration progressive» doivent permettre aux jeunes de réussir cette transition cruciale à l'âge adulte, en leur offrant une «ré-intégration» progressive dans la cité. L'étendue de ce suivi doit être souligné car il est rare; à Genève par exemple les jeunes placés se voient – sauf exception elle-même limitée à deux ans maximum – quasi chargés de se débrouiller tout seuls après avoir été suivis de près jusqu'à leur majorité (Ossipow, Aeby, Berthod 2013; Ossipow, Berthod, Aeby 2013) .

Passant sans cesse de considérations macroscopiques à un regard plus microscopique, le mode d'enquête et de restitution qu'a choisi Denise Wenger permet de mettre en lumière tous ces petits détails qui font la matière première du quotidien presque invisible à l'œil doxique des acteurs. La casquette des résidants par exemple fait l'objet d'un chapitre de l'ouvrage. Objet à forte *charge* symbolique, la casquette n'est pas un objet unidimensionnel. Elle est d'une part symbole d'identité à certains sous-groupes (tels que les rappeurs ou encore les skateurs) et de l'autre un symbole de prestige mais aussi et encore un symbole de collection. Son port est néanmoins interdit au sein du foyer, sauf dans l'intimité des chambres individuelles. Le principe de cette interdiction réside dans l'idée que la casquette est un *couvre-chef*, au sens propre du terme, l'attribut donc d'une personne revendiquant le pouvoir. Exiger alors des jeunes qu'ils se découvrent à l'intérieur du foyer, c'est leur demander de faire preuve de politesse, de civilité, mais aussi et surtout, de soumission devant l'autorité éducative. Cette interdiction, même si sa signification originaire ne semble pas connue, ni défendue par tous les éducateurs, a une forte valeur éducative. Les éducateurs la justifient parfois en référence à la notion de *respect*. Pour l'équipe éducative, il s'agit en effet d'inculquer des «codes sociaux» en vigueur dans la société, parfois en forçant un peu le trait et en idéalisant le pouvoir attribué à ces normes. L'interdit de la casquette symbolise la frontière entre *espace privé et espace public*, une frontière que ces jeunes doivent apprendre à mieux maîtriser selon les éducateurs qui tentent de leur faire prendre conscience qu'une casquette n'est pas un objet neutre et que son usage doit être contextualisé en fonction des activités et des lieux. Ce faisant, les éducateurs essaient aussi de protéger et de préparer ces jeunes à certains préjugés auxquels ils devront faire face, notamment sur le marché du travail.

Le chapitre deux nous invite à découvrir le quotidien de la vie au foyer. La vie de ces jeunes est décrite comme une unique respiration (p.37), un temps en continu qui ne permet aucun relâchement, sauf au moment du coucher. Le réveil est suivi du petit déjeuner entre 7h et 7h30. Les jeunes du «palier 2» s'en vont à l'école publique ou chez leur maître d'apprentissage tandis que les jeunes du «palier 1» restent au foyer, alternant classe ou travail à l'atelier. A 12h15, c'est l'heure du repas. Comme dans toutes les institutions dites totales décrites par Goffman (1979) , la nourriture, au milieu de cette *arène d'affamés* (p.42), est évidemment le lieu d'intenses conflits. Le regard est très attentivement rivé sur les portions servies afin de s'assurer que personne n'ait bénéficié d'un traitement de faveur. Ce moment tant attendu n'est jamais à l'abri d'un quelconque dérapage, qui peut être provoqué par d'infimes détails, comme un service trop lent, un élément redondant dans le menu ou encore un dessert peu apprécié. Après un bref moment de flottement, il est l'heure de retourner à l'école ou à l'atelier.

Dès 17h30, les activités continuent à s'enchaîner frénétiquement avec l'heure des douches et des rangements pour culminer avec l'activité obligatoire de la soirée à 19h30. Certains soirs sont dédiés au «temps de parole» collectif, d'autres aux devoirs ou au visionnement de documentaires. Vers 21h, les jeunes peuvent alors jouir librement de leurs derniers instants avant le coucher, en jouant à des jeux de société, à la console vidéo, ou encore en *lézardant* (p.45) dans la salle à manger. A 22h00 les membres du «palier 1», puis à 22h30 les membres du «palier 2» doivent aller se coucher. Le déroulement des journées est défini à l'avance et connu de tous. Pas de surprise, peu de changements, les semaines se répètent inlassablement de la même façon. Au-delà des raisons pratiques d'organisation, cet horaire régulier tente à faire intégrer aux jeunes que le rythme de l'individu doit s'adapter à celui du collectif et non pas le contraire. Tout se passe alors comme si l'apprentissage de la *vie en communauté* relevait aussi de la civilité, de l'importance à accorder à autrui.

Cette primauté de la communauté sur l'individu laisse peu de place aux moments intimes, ainsi qu'à l'intimité en générale, où la chambre personnelle peut être visitée à tout moment par les éducateurs.

Mais l'apprentissage de la vie en groupe n'est pas le seul objectif de cette gestion drastique des temps individuels. Un autre principe sous-tend cette organisation: l'encadrement de l'adolescent doit se faire dans l'*occupation permanente*. Les

temps de liberté, d'inactivité ou d'ennui sont perçus par l'institution comme des prémisses aux dérapages et à l'incivilité. Le foyer se doit donc d'inculquer aux adolescents le goût d'être actif en espérant qu'une fois partis du foyer, ils en gardent l'envie et se montrent responsables d'eux-mêmes. Les anniversaires et les camps sont les seuls moments de rupture du quotidien et d'entrée dans une temporalité quelque peu différente. Mêmes les départs de foyer et l'arrivée des nouveaux résidents ne s'accompagnent d'aucuns rites, ni festivités officielles. Les événements potentiellement perturbateurs sont ainsi évités ou fortement cadrés afin de maîtriser autant que faire ce peut l'angoisse de cette période difficile qu'est l'adolescence, mais aussi l'angoisse de ce retour à la «vraie vie», où les murs protecteurs de l'institution seront absents.

En relativement peu de pages, d'une écriture simple et directe, l'auteure nous fait facilement pénétrer dans ce monde qu'elle a observé avec beaucoup de finesse et de sensibilité. L'ouvrage s'attarde moins sur un cadre théorique complexe que sur la force de la description ethnographique qui permet, sans forcément chercher l'explication, de comprendre les enjeux du placement juvénile en terre locloise. De surcroît, les photographies et les anecdotes aident à matérialiser les murs, les portes, les odeurs, les espaces privés et publics... Le choix des objets et des thèmes étudiés est pertinent et intrigue le lecteur. On aimerait pourtant parfois en savoir un peu plus sur les jeunes enquêtés: d'où viennent-ils, où vont-ils et à quoi rêvent-ils...? Pour conclure, nous aimerions encore noter que le livre en tant qu'objet matériel a reçu une attention particulière; la qualité du papier et de l'impression rendent autant justice aux diverses photographies qu'au texte lui-même.

RÉFÉRENCES

Elias Norbert, Scotson John
1965. *Established and the Outsiders. A Sociological Enquiry into Community Problems*. London: Frank Cass & Co.

Goffman Ervin
1979. *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris: Éditions de Minuit.

Ossipow Laurence, Aeby Gaëlle, Berthod Marc-Antoine
2013. «Die Trugbilder des Erwachsenenlebens. Ethnographie des Erlernens von Autonomie in den sozialpädagogischen Einrichtungen für Minderjähige», in: Piller Edith M., Schnurr Stefan (Hg.) *Forschungsbeiträge zur Kinder- und Jugendhilfe in der Schweiz*. Wiesbaden: VS Verlag (à paraître en avril 2013).

2013. *Les miroirs de l'adolescence. Anthropologie du placement juvénile*. (accepté par Antipodes, coll. «Recherches anthropologiques», à paraître en septembre 2013).

THE GOVERNANCE OF LEGAL PLURALISM

Empirical Studies from Africa and Beyond

Zips Werner, Weilenmann Markus (Hg.)
2011. Wien, Berlin: Lit. ISBN 978-3-7000-0517-9. 304 p.

Text: *Hans-Rudolf Wicker, Institut für Sozialanthropologie, Universität Bern*

Rechtspluralistische Ideen haben im postkolonialen Kontext neue Bedeutungszuschreibungen erfahren. Bisher hat die diesbezügliche wissenschaftliche Bearbeitung freilich nicht dazu geführt, dass Rechtspluralismus deutlicher gefasst oder gar definiert worden wäre. Im afrikanischen Kontext wird darunter gewöhnlich die Koexistenz von staatlichem Recht und *Customary Law* verstanden, in Lateinamerika das Nebeneinander von liberalem Individualrecht und kollektivem indigenen Recht. Und auf dem europäischen Festland wird Rechtspluralismus oft als jene Gefahr an die Wand gemalt, die droht, falls muslimischen Gruppen zu viele Freiheiten zugestanden werden. Aufgrund der offensichtlich vorherrschenden Wissenschaftskonfusion ist man gespannt zu erfahren, ob in einem Buch, das *Legal Pluralism* in seinem Titel trägt, endlich begriffliche Klarheit in diese spezielle Diskussionsmaterie gebracht wird; dies umso mehr, als im Untertitel ein empirischer Fokus versprochen wird.

Elf Beiträge sind im vorliegenden Werk zusammengestellt. Von diesen handeln sieben von Afrika, drei vom Nahen und Fernen Osten und einer ist Lateinamerika gewidmet. Zuerst einmal fällt auf, dass die Beiträge zwar von beachtlicher Qualität sind, sich jedoch nicht einfach dem gegebenen Oberthema unterordnen. In den ersten beiden Beiträgen sind keine rechtspluralistischen Inhalte feststellbar, vielmehr beziehen sich die Autoren auf das Entstehen und Wirken von religiösen, beziehungsweise sozialen Bewegungen. Bertram Turner beschreibt und analysiert den Aktivismus südmarokkanischer Salafiten und Julius Lambi untersucht den zivilen Ungehorsam und die soziale Organisation von Massenprotesten in Kamerun im Jahr 2008. Erst der dritte Beitrag – jener von Janine Ubink, interessanterweise eine Juristin – handelt von einem rechtspluralistischen Thema. Im Zuge der Revitalisierung von *Chieftaincy* auf dem afrikanischen Kontinent untersucht sie, wie *Chiefs* im peri-urbanen Ghana in neun Dörfern auf Basis von Gewohnheitsrecht sogenanntes *Stool Land* – nicht privatisiertes Kollektivland – managen und der Nutzung zuführen. Die Autorin zeigt, dass trotz dem Einwirken von Staatsrecht und trotz lokalen Widerständen gewohnheitsrechtliche Regeln beibehalten werden, auch wenn die *Customary Law*-Praxis nicht einfach in Traditionalität festgeschrieben ist, sondern permanent an neue Umstände angepasst wird. Der zweite Beitrag mit eindeutig rechtspluralistischem Einschlag stammt von Annika Rabo und bezieht sich auf syrisches Familienrecht. Eindrücklich zeigt die Autorin, wie der sich säkular manifestierende Staat über den Schutz von religiösen Gemeinschaften in denselben das Tradieren von religionsspezifischem Familienrecht unterstützt. Als letzter rechtsanthropologischer Beitrag ist Wolfgang Gabberts Kritik an dem vor allem in Lateinamerika praktizierten Indigenenrecht zu werten. In Weiterführung der bereits von Adam Kuper formulierten Fundamentalkritik zeigt Gabbert, dass die in entsprechende Gesetze eingeflossenen Narrative zu Indigenität essentialistisch sind, und dass praktiziertes Gewohnheitsrecht mehr von einem abwesenden Rechtsstaat, denn von funktionierenden lokalen Konfliktlösungsmodalitäten zeugen.

Die weiteren im Buch abgedruckten Beiträge greifen zwar vereinzelt legale Aspekte am Rande auf, als Beiträge zu *Legal Pluralism* können sie jedoch allesamt nicht verstanden werden. Markus Weilenmann legt eine statistische Analyse von burundischen Gerichtsfällen vor, Manuela Zips-Mairitsch kommentiert das Interview eines politischen Aktivisten, der sowohl die *Working Group of Indigenous Minorities in Southern Africa* als auch die *First People of the Kalahari* in

Botswana vertritt. Alice Mogwe kommentiert die Dislozierung von Baswara aus einem botswanischen Wildschutzgebiet. Werner Zips wiederum beschreibt die erstmalige Wahl eines weiblichen *Paramount Chief* in Botswana im Jahr 2003. Myrna Safitris Beitrag handelt von der Dezentralisierung der Bewirtschaftung staatlicher Wälder und der aufkommenden *Community Forestry* in Indonesien, was die Autorin erstaunlicherweise als Einfallstor zur Implementierung von Rechtspluralismus wertet. Violeda Umali wiederum sieht im versuchten Einwirken der katholischen Kirche auf die Bevölkerungspolitik der philippinischen Regierung deutliche Ansätze von Rechtspluralismus, was ebenfalls schwerlich nachvollziehbar ist. So betrachtet müsste jedes lobbymässige Bearbeiten von Regierungen und Parlamenten durch zivilgesellschaftliche Gruppen bereits als potentielle Pluralisierung von Recht betrachtet werden.

Die einzelnen Beiträge sind in je spezifische Wissenschaftsdiskurse eingebettet und sie sind meistens theoretisch auch gut begründet. Einzig der Spannungsbogen, der die Beiträge über Begriffe wie *Governance* und *Legal Pluralism* miteinander verbinden soll, ist nicht sichtbar. Umso mehr wären Lesende auf jene Verständnishilfen angewiesen, wie sie gewöhnlich in Einleitungen zur Verfügung gestellt werden. Die von den Herausgebern Zips und Weilenmann verfasste *Introduction* hilft da freilich kaum weiter. Ihr Ansatz, dass eigentlich jeder politische Versuch, Ordnung in die unter anderem von internationalen Menschenrechtsprotagonisten und WTO-Regulierungen verursachte globale Komplexität zu bringen, bereits die Existenz von Rechtspluralismus belegt und dass *Legal Pluralism* im Grunde nichts anderes ist als Ausdruck von «pluralen Situationen» (S. 10), zeugt von einer bedenklichen Unschärfe im Gebrauch wissenschaftlicher Begriffe. Die Verwirrung steigt noch an, wenn zwei Seiten später Rechtspluralisierungen als Manifestationen der Koexistenz von mehreren legalen Ordnungen hingestellt werden, die nicht auf gegenseitige Anerkennung angewiesen sind. Diese augenscheinlich auf die niederländische Kolonialanthropologie zurückgehende Sichtweise ist längst überholt. Erinnert sei nur daran, dass in jenen Ländern, in welchen Rechtspluralismus zugestandenermassen existiert – z. B. in Grossbritannien und Israel hinsichtlich dem über *Religious Courts* praktizierten Familienrecht oder in Peru, Kolumbien, Kanada und anderen Ländern mehr hinsichtlich indigenem Recht –, diese Ordnungen gerade nicht parallel und als sich gegenseitig ausschliessend angeordnet sind. Vielmehr sind diese Ordnungen ineinander verschachtelt und durchdringen sich gegenseitig. So kommt religiös geschlossenen Ehen in Grossbritannien (christlich, jüdisch, muslimisch) immer dann Gültigkeit zu, falls diese dem britischen Zivilrecht nicht zuwiderlaufen. Indigenes Gewohnheitsrecht in lateinamerikanischen Ländern wiederum ist von der Definition her nur dann zugelassen, falls dieses weder nationales noch internationales Recht aushebelt.

Trotz der sich häufenden wissenschaftlichen Bearbeitung von rechtspluralistischen Themen bleibt offenbar weiterhin unklar, was in einer Zeit fortschreitender gesellschaftlicher Pluralisierung effektiv unter *Legal Pluralism* zu verstehen ist. Auf weitere Versuche begrifflicher Klärungen warten wir mit Spannung.

MIGRATION, DIFFERENZ, RECHT UND SCHMERZ

Sozialanthropologische Essays zu einer sich verflüchtigenden Moderne, 1990-2010

Wicker Hans-Rudolf
2012. Zürich: Seismo Verlag. ISBN 978-3-03777-110-5. 367 S.

Text: *Georg Winterberger, Ethnologisches Seminar, Universität Zürich*

Der vorliegende Band erschien in der Reihe *Sozialer Zusammenhalt und kultureller Pluralismus*, die im Auftrag des Schweizerischen Forums für Migrations- und Bevölkerungsstudien (SFM) in Neuenburg herausgegeben wird. Der im Jahr 2012 emeritierte Professor für Ethnologie am Institut für Sozialanthropologie der Universität Bern und Autor des vorliegenden Bandes, Hans-Rudolf Wicker, ist zugleich Mitbegründer des Forums und Mitglied des Herausgeberkomitees der Reihe. Der Band *Migration, Differenz, Recht und Schmerz* beinhaltet achtzehn Essays, die alle zwischen 1990 und 2010 entstanden sind. Wicker betont, dass die Essays in einer Zeit geschrieben wurden, in der der Übergang von einem modernen zu einem postmodernen Denken noch nicht so weit fortgeschritten war wie im Publikationsjahr. Dies unterstreicht er durch die Wortwahl des Untertitels des Bandes. Wicker sieht sich dem modernen Denken verpflichtet und analysiert in seinen Texten die gesellschaftlichen Entwicklungen so, dass allfällige Regeln und Strukturen sichtbar gemacht werden können. Von einer reinen Beschreibung – und sei es in verdichteter Form – distanziert sich Wicker im Allgemeinen, da er in der Meinung, mit einem beschreibend-hermeneutischen Stil wäre ein wissenschaftlicher Verstehensweg geöffnet worden, der frei von Ideologien sei, einen Trugschluss konstatiert. Neben der Analyse sozialer Phänomene ist ein weiteres Ziel von *Migration, Differenz, Recht und Schmerz* die Sichtbarmachung gesellschaftlichen Wandels. Die wichtigsten Belege dafür sind die wirtschaftliche Liberalisierung und Globalisierung, das Aufrüsten der Sicherheitstechnologien, das Entstehen einer Überwachungskultur, in der alle Menschen per se als potentiell bedrohlich eingestuft werden, die transnationale Mobilität, ein neuer Rassismus, der nicht mehr nur auf physischen, sondern auch auf kulturellen Merkmalen beruht, sowie das Aufkommen von digitalisierten Datenverarbeitungs- und Kommunikationstechnologien – der digitalen Revolution.

Die achtzehn Essays gliedern sich in vier Teile. Der erste Teil *Migration und Bürgerrechte* beinhaltet sechs Essays, deren Beiträge sich mehrheitlich auf die Schweiz beziehen. Unter anderem wird in diesem Teil des Bandes auf die Auswirkungen der Nationenbildung im 19. Jahrhundert eingegangen, die sich auch im Bedeutungsgewinn des Konzeptes des Ausländers manifestiert haben. Weitere Themen sind die Bedeutung des Gemeindebürgerrechts im Einbürgerungsverfahren, die Erzwingung von zivilem Gehorsam durch Androhung von Deportation, die Illegalität von Zuwanderern und Zuwanderinnen und die den Assimilationsbegriff ablösende Integrationsidee, die offen genug ist, um konsensfähig zu sein, die aber auch genug präzis ist, um die polarisierende Diskussion um die Integration aufrecht zu erhalten.

Während im ersten Teil explizit keine abschliessenden Folgerungen gemacht werden, finden sich solche in den ersten zwei Beiträgen des zweiten Teils *Einbindung und Ausgrenzung*, der aus fünf Essays besteht. Im Rahmen eines Auftrags formulierte der Autor eine Synthese über die Inhalte eines Seminars zu vergleichenden Länderanalysen anhand von statistischen Daten zum Thema Multikulturalität. Darin folgert er, dass der Multikulturalismusbegriff als analytische Kategorie ideologisch zu stark vorbelastet und zu unscharf sei. Und bei der Analyse des Kulturbegriffs vor dem Hintergrund des Übergangs von der Moderne zur Postmoderne schlussfolgert er, dass die Beantwortung der Frage *Was ist Kultur?* neu in Angriff genommen werden müsse. Weiter geht der Autor im zweiten Teil unter anderem auf den Begriff der Xenophobie und dessen theoretische Verortung sowie auf den Authentizitätsdiskurs ein.

Der dritte Teil *Strafjustiz und die Grenzen der Toleranz* umfasst drei Essays, welche sich mit der Kulturalisierung und Diskriminierung von Angeklagten mit Migrationshintergrund

in Strafprozessen, sowie mit der Zunahme ausländischer Strafgefangener im geschlossenen Strafvollzug befassen. Dieser Teil ist mit zahlreichen Beispielen aus Wickers Praxis als Ersteller von ethnologischen Gerichtsgutachten versehen. Im ersten Beitrag geht er auf solche Gutachten in Strafprozessen ein und liefert eine kleine Anleitung, wie sie erstellt werden sollten und wie eben nicht. Des Weiteren wird den Fragen nachgegangen, inwiefern die Einbindung von transkulturellen Kompetenzen in den Strafvollzug den Insassen von Nutzen ist, welche Auswirkungen die im schweizerischen Strafvollzugssystem vorherrschende extreme Entmischung von Insassen nach den Kategorien *inländisch* und *ausländisch* auf die Öffentlichkeit und die Insassengruppen beider Kategorien haben und letztlich welche Bedeutung Kultur in Strafprozessen hat.

Der vierte und letzte Teil *Körper und Schmerz* beinhaltet vier Essays und setzt sich mit der Bedeutung von Schmerz, Folter und den Machtsphären, die damit in Erscheinung treten, sowie mit der Entstehung und der gesellschaftlichen Funktion von posttraumatischen Belastungsstörungen auseinander. In diesem Teil lässt sich Wickers Anliegen herauslesen, seine Erfahrungen mit Schmerz und Folter als Projektleiter der internationalen Zusammenarbeit in Paraguay und als Leiter eines psychosozialen Dienstes für südostasiatische Flüchtlinge in seine wissenschaftlichen Arbeiten einfliessen zu lassen und dadurch dieses oft vergessene Feld der Ethnologie zu erschliessen. Davon ausgehend, dass Schmerzempfindungen nicht einfach naturgegeben, sondern als physisch, sozial und symbolisch organisiert zu betrachten sind, wird im ersten Beitrag die Frage behandelt, ob überhaupt und wenn ja, welche kulturellen Unterschiede bei der Empfindung von Schmerz auftreten und welche Auswirkungen diese in der Traumabewältigung spielen. Weiter wird die Leserin oder der Leser begriffsgeschichtlich in die Entstehung und Entwicklung des Trauma-Konzeptes eingeführt. Abschliessend wird aufgezeigt, dass kulturelle Faktoren in die Traumatherapie mit einbezogen werden müssen, ebenso wie soziale, schichtspezifische und regionale Unterschiede.

Das als Sammelband aufgestellte Werk macht beim ersten Lesen fast den Eindruck, als ob zum Zweck, nochmals ein Buch herausgeben zu können, Artikel der letzten Jahre gesammelt wurden, um diese neuerlich zu veröffentlichen. Es handelt sich dementsprechend auch bei allen Kapiteln um bereits publizierte Artikel in zumeist leicht überarbeiteten Fassungen. Bei genauerem Hinschauen ergibt sich jedoch eine plausible Logik im Aufbau des Werkes: Die vier Teile und die darin enthaltenen Kapitel orientieren sich gezielt an gesellschaftlich aktuellen Fragen innerhalb des Zeitraumes von 1990 bis 2010, wie beispielsweise die Integrationspolitik der Schweiz, die kulturelle Durchmischung der Bevölkerung oder moderne Gesellschafts- und Kulturkonflikte. Der wissenschaftliche Beitrag der Arbeit liegt weniger in der theoretischen Ausrichtung, sondern vielmehr in der Analyse von gesellschaftlichen Entwicklungen, die Regeln und Strukturen zum Vorschein bringen. Ausserdem kann die Herstellung von Verbindungen zwischen den behandelten Inhalten mit ethnologischen Konzepten als Mehrwert betrachtet werden. Das zweitletzte Kapitel über die systematische Folter beispielsweise schliesst der Autor mit einem Epilog ab, der eine Verbindung zwischen Folter und Ritual herstellt. So knüpft er nach der Darlegung des Forschungsstandes und von Konzepten aus benachbarten Disziplinen an bekannten ethnologischen Konzepten an. Wicker legt plausibel dar, dass Initiationsrituale grosse Ähnlichkeiten mit dem Folterakt aufweisen, wenn sie aus Sicht der Novizinnen und Novizen betrachtet werden. Wie in der Folter werden auch im Initiationsritual unter anderem Machtpositionierungen anhand von physischem und psychischem Schmerz vermittelt. Nicht selten beinhalte(te)n Initiationsrituale das Schlagen, Beissen oder Aufschneiden des Körpers oder das Beschneiden, Durchbohren, Tatauieren und vieles mehr von Körperteilen. Leider werden diesen Ausführungen über die Verbindung von Folter und Ritual nur knapp zwei Seiten gewidmet. Spannend wäre eine auf Ritualtheorien aufbauende Analyse von Situationen, in denen systematische Folter vorkommt. Dafür beeindrucken im Besonderen die zwei letzten Teile mit einem fundierten Praxisbezug. Beim Lesen erkennt man das persönliche Interesse des Autors an den Inhalten dieser Kapitel, zu denen er durch seine ausseruniversitären Tätigkeiten einen realitätsnahen Bezug hat. Die von mir rezensierte Arbeit liest sich gerade dieser Praxisnähe wegen fliessend und vermag interessierte Leser und Leserinnen zu fesseln. Die sinnvolle Gliederung des Werkes in verschiedene Teile und der klare Aufbau der einzelnen Kapitel lassen es ein strukturiertes und übersichtliches Buch werden, das einem interessierten Publikum sowohl innerhalb als auch ausserhalb der Akademie zu empfehlen ist.

ANIMAL CERTIFIÉ CONFORME

Déchiffrer nos relations avec le vivant

Lizet Bernadette, Milliet Jacqueline (sous la direction de)
2012. Paris: Dunod. Universciences. ISBN 978-2-1005-8285-3. 265 p.

Texte: *Anne Zwahlen, Présidente de la Société des Amis du Musée d'ethnographie de Neuchâtel SAMEN*

A travers 11 études menées en Afrique, en Amérique Latine et en France, cet ouvrage jette un éclairage renouvelé et surprenant sur la coexistence toujours à redéfinir entre les hommes, leur société et les animaux. Les directrices d'édition sont toutes deux ethnologues et rattachées à l'équipe Eco-Anthropologie et Ethnobiologie du Muséeum de Paris.

L'observation porte sur des objets aussi différents que les perroquets parleurs d'Argentine, les pigeons de la région parisienne, les lémurs de Madagascar, les autruches de boucherie élevées en France, le mulet jaune de Mauritanie, les poissons migrateurs réapparus dans la Seine assainie et même les micro-bactéries nécessaires à la fabrication du fromage de Salers... Le regard attentif de l'ethnologue sur le terrain montre que les frontières entre ‹sauvage› et ‹domestique› sont brouillées et mouvantes.

A chaque animal étudié s'associent des pratiques développées par des acteurs locaux. Mais des savoir-faire subtils et complexes sont partout remis en question par une inflation de normes, aussi bien nationales que globales, portant sur l'hygiène, le bien-être des animaux et les conditions de leur mise à mort, la biodiversité, la préservation de la faune sauvage... Ainsi, par exemple, le métier de boucher-abatteur se perd en France; le souci de la santé publique, attisé par la crise de la vache folle, a imposé de nombreux contrôles sanitaires et interdit les abattages individuels; le boucher n'est plus présent auprès de l'éleveur et se voit confiné dans sa boutique; il connaît moins ‹sa viande›. Les bergers sans terre du Var (les herbassiers) comme les éleveurs peuls d'Afrique de l'Ouest quant à eux doivent faire preuve de plus en plus d'habileté – voire de ruse– et de capacité de négociation pour mener leurs troupeaux sur des terres qu'une forte pression foncière rend toujours plus difficiles d'accès. Ces bergers nomades, forts de leur aptitude à utiliser, nettoyer et fertiliser les terres en friche ou en jachère, sont-ils en voie de disparition? Dans d'autres registres, on voit apparaître de nouveaux métiers et savoir-faire. Les pigeonniers, construits dans la petite ceinture de Paris, favorisent l'émergence d'une industrie de la maintenance: nettoyer, approvisionner en graines, retirer les œufs pour réguler la population animalière, informer les services publics et la population. Dans la toute nouvelle branche des éleveurs d'autruches en France s'affirment des personnalités fortes et créatrices d'une nouvelle culture professionnelle se caractérisant aussi bien par des connaissances zootechniques que par la promotion de recettes culinaires inédites.

Tous traversés par le souci de la gestion et de la conservation du vivant, tous imprégnés par des pratiques spécifiques, les 11 essais réunis dans cet ouvrage se distribuent toutefois en trois parties mettant chacune en évidence une perspective particulière: la confrontation des savoirs, la marginalisation de certaines compétences et enfin une volonté de conciliation entre des positions souvent antagonistes.

Au sein de la première partie, on voit se heurter, dans de vifs débats publics, des logiques contradictoires et des savoirs hétérogènes qui pourtant tous se réclament de la préservation de la nature et de ses ressources. L'importation du perroquet parleur soulève l'indignation grandissante en Europe des ligues de protection des animaux; l'Etat fédéral argentin de son côté s'inquiète de la menace qui pèse sur l'espèce et en interdit l'exportation, fermant les yeux sur le fait que la disparition de l'écosystème abritant le perroquet est davantage dû à un mode d'agriculture intensive promue par une économie libérale globalisée qu'à la capture des oiseaux; l'attitude

des ligues protectrices et les interdictions d'exportation / importation ruinent les efforts entrepris par des gouvernements provinciaux du pays pour mettre en place des modèles de gestion durable des ressources sylvestres dont fait partie le perroquet, garantissant aux populations autochtones des conditions de vie acceptables. Plus près de nous, en France, la réapparition de poissons migrateurs dans les eaux assainies de la Seine fait s'affronter des acteurs aux intérêts divergents. Les pêcheurs et les défenseurs de la biodiversité demandent l'effacement des barrages et l'aménagement des petits ouvrages hydroélectriques afin de supprimer tout obstacle au passage des migrateurs; les tenants de la navigation répliquent en démontrant que le transport fluvial produit beaucoup moins de CO^2 que le transport routier; les responsables d'installations hydroélectriques enfin se réclament de la production d'énergie renouvelable dans un contexte de politiques européennes favorables à cet égard.

L'ensemble du livre met en évidence la marginalisation de compétences et de savoirs locaux ancrés dans une longue expérience Mais la partie 2 s'y consacre plus particulièrement et montre surtout l'isolement des acteurs et leur absence de pouvoir face aux gestionnaires des politiques publiques nationales et internationales, face à des décisions techniques, économiques et scientifiques prises dans l'ignorance voulue ou non de l'exercice de leur métier et du sens de leurs activités. En Afrique de l'Ouest, les éleveurs souffrent autant du manque de soutien des pouvoirs publics traditionnellement méfiants de leur trop grande autonomie que du jugement de certains biologistes qui considèrent le pastoralisme comme préjudiciable à la conservation de la faune sauvage. Les herbassiers du Var sont l'objet de reproches répétés de la part des techniciens et des gestionnaires de la nature: divagation des bêtes, pression excessive sur des zones sensibles, menaces sur des espèces patrimoniales. Ils ne bénéficient pas des subventions écologiques peu soucieuses de la mobilité. En définitive, comme les Peuls, ce sont des ‹bergers en sursis›; ils sont isolés et peu organisés face à des administrations qui favorisent la sédentarité. La marginalisation des bouchers-abatteurs français, quant à elle, s'explique en premier lieu par des décisions purement sanitaires et techniques mais aussi par une méfiance ancienne vis-à-vis de ceux qui ont affaire et à la vie et à la mort, de ceux qui sont proches du sang.

La partie 3 présente quelques compromis. L'implantation de pigeonniers autour de Paris est un symbole de réconciliation entre les autorités publiques et leurs services techniques, les protecteurs de la nature et ceux qui associent les pigeons à des ‹rats volants›, véritable menace sanitaire. Une forme de débat public local a pu se nouer entre ces différentes instances. Par contre, dans un tout autre contexte, la solution proposée dans le Parc National du Banc d'Arguin en Mauritanie par deux grandes ONG internationale de conservation de la nature s'avère plus fragile. Il s'agit de préserver les savoir-faire et le mode de vie des pêcheurs imrâgen et de faire en sorte que les produits de la pêche du mulet jaune et de sa transformation bénéficient avant tout aux populations locales. Cette tentative louable en soi n'est cependant guère rentable sans appuis financiers extérieurs; elle n'a que peu de poids sur la préservation de l'espèce, l'essentiel des stocks étant prélevé en dehors du parc; elle n'est pas dénuée d'un certain risque de folklorisation et vitrification patrimoniale. Il n'est pas évident enfin que les populations imrâgen s'approprient vraiment les objectifs de ce projet, pensé de l'extérieur par des ‹spécialistes› – certes bien pensants – de la conservation.

Au-delà de la diversité des cas présentés, cet ouvrage permet de nourrir la réflexion sur le rôle des ethnologues dans les sociétés contemporaines. Les différents essais ne font pas que dévoiler ou déchiffrer des situations. L'ethnologue est sur le terrain comme observateur et comme protagoniste; il s'y engage et participe activement à une réflexion pluridisciplinaire. Il ne cherche pas à défendre à tout prix des pratiques et des métiers amenés inévitablement à toujours se transformer et évoluer; mais il fait appel à un débat multi acteurs dans lequel il a un rôle à jouer pour faire voir et entendre ceux qu'une vision purement technicienne et gestionnaire met à l'écart, sciemment ou non. Face aux ‹experts› légitimés par les standards nationaux ou internationaux de la préservation du vivant, l'ethnologue met en évidence les ‹experts› du quotidien: ceux qui collectent et transforment les ressources, ceux qui élèvent et tuent les animaux, ceux qui, localement, réinventent continuellement leurs gestes et leurs pratiques dans un monde de plus en plus déterminé globalement. A ces gens-là, l'ethnologue entend donner une voix dans un débat véritablement inclusif. Il le fait sans se substituer aux acteurs locaux, avec retenue et respect.